



Déclaration du SNEP-FSU

Conseil régional de l'UNSS

Vendredi 07 février 2025

Mesdames et Messieurs,

Si nous sommes réunis aujourd'hui, c'est pour parler du sport scolaire, de son rôle fondamental dans l'éducation des élèves et des défis auxquels il est confronté. Mais nous ne pouvons plus faire semblant : le sport scolaire est aujourd'hui en danger, et ce, malgré l'investissement sans faille des enseignants d'EPS et des acteurs de l'UNSS.

Après 3 ans de la politique financière et sportive désastreuse de l'équipe de direction nationale menée par Olivier Girault, l'UNSS, qui compte près de 1,2 million d'élèves licencié·es et fédère les 9 300 associations sportives des collèges et lycées, enregistre un nouveau déficit d'1 M€ après celui de 12,3 M€ de la saison précédente. Le SNEP-FSU et les élus des AS n'ont cessé de contester les choix budgétaires de cette direction, a alerté à maintes reprises les ministres de l'EN qui se sont succédé et qui assument la présidence de l'UNSS.

La gestion financière de la direction nationale de l'UNSS interroge. Alors que sur le terrain, nous faisons face à un manque criant de moyens, comment justifier certaines dépenses engagées au niveau national ?

- Une politique budgétaire peu transparente, où les choix stratégiques et financiers ne sont pas clairement expliqués aux acteurs de terrain.
- Des dépenses de communication et d'événementiel parfois démesurées, alors même que les sections locales peinent à financer les déplacements et les équipements nécessaires aux élèves.

Nous exigeons une réorientation des priorités budgétaires vers le soutien direct aux AS, aux enseignants et aux élèves.

Les collectivités territoriales – régions, départements, communes – jouent un rôle clé dans le soutien à l'UNSS, notamment à travers :

- La mise à disposition et l'entretien des infrastructures sportives,
- Le financement des transports pour les compétitions,
- Les subventions aux associations sportives scolaires,

Or, la situation financière de ces collectivités se dégrade. Les baisses de dotations de l'État, l'inflation et la hausse des coûts de fonctionnement (énergie, transports, entretien des équipements) mettent sous pression leurs budgets.

Nous craignons des réductions de subventions, rendant plus difficile l'organisation des compétitions UNSS. Ceci pouvant entraîner des restrictions sur les transports scolaires dédiés au sport, obligeant certains élèves à renoncer à leur engagement dans l'UNSS, notamment dans les territoires ruraux.

Comment justifier cette situation alors que l'on prône les bienfaits du sport pour la santé et l'éducation des jeunes ?

Parce que le sport scolaire est une préoccupation constante chez les enseignant·es d'EPS, parce qu'il est un atout pour placer les élèves en situation de réussite, pour qu'elles et ils prennent des responsabilités, s'ouvrent au monde sportif et artistique et plus généralement au monde qui les entoure, l'UNSS qui fédère nos AS ne peut pas et ne doit pas être gérée comme une entreprise ou une fédération sportive comme une autre.

Nous souhaitons ici dénoncer des situations toujours plus nombreuses où des enseignants d'EPS ne sont pas remplacés. Ce sont autant de forfaits AS non assurés avec des élèves privés d'un accès à plus de pratique physique et sportives. Bien souvent cela concerne des territoires ruraux où l'AS représente une pratique physique régulière et privilégiée.

Enfin, aujourd'hui nous aurons à étudier le projet de développement du sport scolaire dans l'académie de Bordeaux pour la période 2024.2028.

Les élus des AS et le SNEP FSU saluent le travail en commun engagé depuis 6 mois avec le service régional afin de construire un projet le plus ambitieux possible en prenant en compte les particularités de notre territoire.

Nous vous remercions de votre attention.